

Cours d'Ergonomie

Enseignement de Dr Sounkalo DJIBO
Ergonome à STELLANTIS / PSA Groupe Peugeot
Centre d'Expertise Métiers et Régions (CEMR)
78000 / FRANCE
dsounkalo@yahoo.fr

Chapitre 4 : Évaluation et prévention des risques professionnels

Introduction

L'évaluation des risques professionnels (EvRP) constitue une étape cruciale de la démarche de prévention.

L'identification, l'analyse et le classement des risques permettent de définir les actions de prévention les plus appropriées, couvrant les dimensions techniques, humaines et organisationnelles. L'évaluation des risques doit être renouvelée régulièrement.

L'EvRP est une démarche structurée dont les résultats sont formalisés dans un "document unique". Ce document est mis à la disposition des salariés, des membres du CHSCT, des délégués du personnel, du médecin du travail, de l'inspecteur du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale ainsi que des inspecteurs de la radioprotection.

I. La Législation

I.1. La directive européenne

La directive-cadre n° 89/391/CEE du 12 juin 1989 définit les principes fondamentaux de la protection des travailleurs. Elle a placé l'évaluation des risques professionnels au sommet de la hiérarchie des principes généraux de prévention, dès lors que les risques n'ont pas pu être évités à la source.

I.2. La loi du 31 décembre 1991

La loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991, applicable depuis le 31 décembre 1992, a permis de transposer en droit français les dispositions de la directive-cadre, et en particulier l'article L 4121-2 qui pose les principes généraux de prévention.

I.3. L'article L.4121-1 et L.4612-9 du Code du Travail

A). L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs de l'établissement, y compris les travailleurs temporaires.

Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité du travail, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. Il veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

B). L'employeur met en œuvre les mesures prévues ci-dessus sur la base des principes généraux de prévention suivants :

- Eviter les risques
- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- Combattre les risques à la source
- Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L. 1152-1
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle
- Donner des instructions appropriées aux travailleurs.

C). L'employeur doit, compte tenu de la nature des activités de l'établissement :

- Evaluer les risques pour la sécurité et la santé des travailleurs, y compris dans le choix des procédés de fabrication, des équipements de travail, des substances ou préparations chimiques, dans l'aménagement ou le réaménagement des lieux de travail ou des installations et dans la définition des postes de travail ; à la suite de cette

évaluation et en tant que de besoin, les actions de prévention ainsi que les méthodes de travail et de production mises en œuvre par l'employeur doivent garantir un meilleur niveau de protection de la sécurité et de la santé des travailleurs et être intégrées dans l'ensemble des activités de l'établissement et à tous les niveaux de l'encadrement

- Lorsqu'il confie des tâches à un travailleur, prendre en considération les capacités de l'intéressé à mettre en œuvre les précautions nécessaires pour la sécurité et la santé
- Consulter le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sur le projet d'introduction et lors de l'introduction de nouvelles technologies mentionnés à l'Article L432-2 sur les conséquences de ce projet ou de cette introduction sur la santé et la sécurité des travailleurs.

Dans les entreprises dépourvues de comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, les délégués du personnel ou, à défaut, les salariés sont consultés.

II. Le document unique

C'est le résultat de l'évaluation des risques professionnels qui comporte un inventaire des risques dans chaque unité de travail.

Qui est concerné ?

Tout employeur quelle que soit la taille et l'effectif de son entreprise. C'est l'employeur qui est responsable de la transcription et de la mise à jour des résultats de l'évaluation des risques. Il peut faire appel à toute compétence qu'il estime utile (CHSCT, médecin du travail, organisme extérieur de conseil, de formation).

La forme du document unique

Les résultats de l'évaluation des risques doivent être transcrits sur un document unique dans un souci de cohérence, de commodité, de traçabilité. Il n'existe pas de modèle type de document unique. Le support pourra être écrit ou numérique. L'employeur a le choix du moyen qui lui paraît le mieux adapté.

Le contenu du document unique

- L'inventaire des risques

L'évaluation des risques se fait en 2 étapes :

- Identifier les dangers : ce qui peut causer un dommage pour la santé des travailleurs

- Analyser les risques : étude des conditions d'exposition des travailleurs à ces dangers. Il s'agit d'une analyse des modalités d'expositions des salariés aux dangers en tenant compte de tous les aspects liés au travail.

- L'unité de travail

L'évaluation doit concerner toutes les situations de travail. Les postes ayant des caractéristiques ou contraintes similaires sont regroupés dans une même unité. Elle pourra se faire par service, par atelier, par poste de travail selon les cas...

- Calcul de la proportion de salariés exposée à un ou plusieurs facteurs de pénibilité

Toute entreprise doit faire l'inventaire des salariés exposés à un ou plusieurs facteurs de pénibilité. Les moyens de prévention existant sont à prendre en compte dans le calcul du pourcentage de salariés exposés (hors équipements de protection individuelle).

Traçabilité des expositions (art. L4121--3-1 du code du travail) : Fiche individuelle d'exposition à un ou des facteurs de pénibilités, avec la période d'exposition et les moyens de prévention existant à communiquer au médecin du travail et à remettre au salarié à son départ de l'établissement.

Un plan d'action spécifique (valable 3 ans et à communiquer à la DIRECCTE) est à prévoir, pour les entreprises d'au moins 50 salariés ou appartenant à un groupe d'au moins 50 salariés, si au moins 50% des salariés de l'entreprise sont exposés à un ou plusieurs facteurs de pénibilité.

Mise à jour du document

Le document doit faire l'objet d'une mise à jour au moins annuelle.

Il doit être actualisé en cas de décision d'aménagement important modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail.

Accessibilité du document unique

Il est tenu à disposition des instances représentatives (CHSCT, DP), du médecin du travail et des salariés. Le lieu et le mode de consultation du document doivent être affichés.

Il est tenu, sur leur demande, à disposition de l'inspection du travail.

II.1. Les objectifs du document unique

L'évaluation des risques ne sert à rien si elle n'est pas suivie d'actions de prévention dans l'entreprise.

C'est un préalable à la définition des actions de prévention fondée sur la connaissance des risques auxquels sont exposés les travailleurs.

**SA FINALITÉ EST LA MISE EN OEUVRE DE MESURES EFFECTIVES VISANT À
L'ÉLIMINATION DES RISQUES CONFORMÉMENT AUX PRINCIPES GÉNÉRAUX DE
PRÉVENTION**

Elle vise à accroître la protection de la santé et de la sécurité des salariés ainsi qu'à améliorer les conditions de travail au sein de l'entreprise.

Le document doit contribuer à l'élaboration du programme annuel de prévention des risques professionnels.

Il doit être une base fiable pour la définition de stratégies d'actions par les différents partenaires de l'entreprise.

II.2. Méthodologie d'évaluation des risques professionnels

L'objectif est d'inscrire l'évaluation des risques dans la démarche de prévention des risques professionnels.

La démarche de prévention doit être construite dans le cadre d'un processus dynamique tenant compte de l'évolution dans l'entreprise des facteurs humains, techniques et organisationnels.

La démarche d'évaluation des risques-prévention est une démarche structurée qui peut suivre les étapes suivantes :

- 1 - Préparation de la démarche
- 2 - Evaluation des risques : identification – classement
- 3 - Elaboration du programme d'actions
- 4 - Mise en œuvre des actions de prévention
- 5 - Réévaluation des risques

II.2.1. La préparation de la démarche

Il est nécessaire que l'employeur prenne connaissance des principes généraux de prévention auxquels il doit se conformer : voir chapitre réglementation L4121-2.

Constitution de groupes de travail pluridisciplinaires :

La démarche de prévention se base sur des connaissances complémentaires d'ordre technique, médical, organisationnel au stade de l'évaluation des risques et à celui de l'élaboration de stratégies de prévention.

L'employeur doit mettre en place ces groupes en s'appuyant sur tous les acteurs internes de l'entreprise.

Les unités de travail doivent être définies : poste de travail – groupe de poste – métiers – lieux de travail....

La méthode d'évaluation, les moyens financiers, les modalités de communication des résultats doivent être précisées.

Les différents documents concernant la sécurité doivent être rassemblés :

- données statistiques internes ou par branche professionnelle sur les accidents de travail ou maladies professionnelles.
- registres de sécurité contenant les rapports des différents organismes de contrôle.
- rapport annuel du C.H.S.C.T.
- fiche d'entreprise du médecin du travail.
- fiches de données de sécurité des produits utilisés.
- programme annuel de prévention des risques professionnels.

II.2.2. L'évaluation des risques

Elle doit se faire de manière globale et exhaustive en s'appuyant sur la prise en compte des situations de travail réel du salarié.

A. Identifier les dangers

Il s'agit de repérer, dans chaque unité de travail, tous les dangers auxquels peuvent être exposés les salariés.

Il faut donc :

- Observer le poste de travail et son environnement à la recherche de dangers.
- Déterminer et analyser toutes les tâches réalisées.
- Demander l'avis des opérateurs sur des situations dangereuses potentielles ou réelles à leur poste.
- Rechercher d'éventuels dommages corporels ou matériels antérieurs au poste.
- Connaître la nature des produits utilisés et leur éventuelle toxicité.

B. Evaluer les risques

Il faut définir le risque au poste de travail pour chaque situation dangereuse et l'évaluer en fonction de :

- De la nature du danger
- De la gravité de ses conséquences éventuelles, par exemple :
 - Faible : dommage mineur, accident bénin
 - Modérée : accident avec arrêt sans séquelles
 - Grave : accident avec séquelles
 - Très grave : risque mortel
- Des antécédents d'accident du travail ou de maladie professionnelle à ce poste
- Des circonstances d'exposition
- De la probabilité d'apparition, fonction de la fréquence, de la durée d'exposition, du nombre de salariés exposés :
 - Très improbable
 - Possible mais assez improbable,
 - Probable,
 - Très probable, inévitable à plus ou moins long terme.
- Des moyens de prévention existant déjà au poste (techniques, organisationnels, humains).

II.2.3. Classement des risques

Permet de déterminer les priorités de plan d'actions en fonction de la gravité potentielle et de la probabilité d'apparition.

Les risques peuvent être classés de 1 à 5.

- mesures correctives non prioritaires : 1 et 2
- mesures correctives moyennement prioritaires : 3 et 4
- mesures correctives prioritaires : 5

	Gravité				
Très grave	4	4	5	5	
Grave	3	3	5	5	
Modérée	2	2	3	4	
Faible	1	1	2	3	
	Très improbable	Improbable	Probable	Très probable	Probabilité

II.2.4. Elaboration du programme d'actions et mise en œuvre des actions de prévention

La mise au point du programme d'actions consiste à rechercher des solutions respectant les principes généraux de prévention.

Le programme de prévention des risques professionnels devra tenir compte des éléments d'ordre technique, organisationnel et humain.

Il devra planifier l'ensemble des actions de prévention, établir des priorités d'action et décrire les mesures envisagées permettant de supprimer ou de réduire le risque.

FICHES DE DANGER

Ces fiches sont des aides pour identifier les dangers et évaluer les risques de chaque unité de travail de votre entreprise. Ces évaluations doivent être systématiques quelle que soit l'activité de l'entreprise.

Dans ces fiches, si une case rouge est cochée, un risque est peut-être identifié.

La liste des questions n'est pas limitative. A partir de l'analyse des postes de travail, de l'écoute des salariés, en fonction des risques propres à l'entreprise, ces fiches doivent être complétées par d'autres questions.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

DANGER LIE AU BRUIT

DANGER LIE A L'ECLAIRAGE

DANGER LIE AUX AMBIANCES THERMIQUES

DANGER LIE AUX VIBRATIONS

DANGER LIE AUX PRODUITS CHIMIQUES

DANGER D'ORIGINE BIOLOGIQUE

DANGER LIE A LA MANUTENTION MANUELLE ET A L'ACTIVITE PHYSIQUE

DANGER LIE A LA MANUTENTION MECANIQUE

DANGER LIE AUX DEPLACEMENTS ET A LA CIRCULATION

DANGER LIE A L'ORGANISATION DU TRAVAIL

DANGER LIE AU TRAVAIL EN MILIEU HYPERBARE

DANGER LIE AUX CHUTES

DANGER LIE AUX CHUTES D'OBJETS

DANGER LIE AUX MACHINES ET AUX OUTILS

DANGER LIE AUX EQUIPEMENTS SOUS PRESSION

DANGER LIE A L'ELECTRICITE

DANGER D'INCENDIE OU D'EXPLOSION

DANGER LIE AU TRAVAIL SUR ECRAN

DANGER LIE AUX RAYONNEMENTS IONISANTS

DANGER LIE AUX RAYONNEMENTS NON IONISANTS (Soudure)

DANGER LIE AUX RAYONNEMENTS NON IONISANTS (Laser)

DANGER LIE AU MANQUE D'HYGIENE

DANGER LIE A LA MAUVAISE ORGANISATION DE LA SECURITE ET DES SECOURS

DANGER LIE A L'INTERVENTION D'ENTREPRISES EXTERIEURES

DANGER LIE AU RECOURS A DES INTERIMAIRES

DANGERS DIVERS

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES : INDICATEURS DE DANGER

Des accidents du travail et ou incidents se sont ils produits ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Ces accidents ont-ils entraînés des jours d'arrêt de travail ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Ces nombres augmentent-ils depuis plusieurs années ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Y a-t-il des secteurs de votre entreprise où les accidents du travail sont fréquents ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Les accidents du travail sont-ils tous analysés ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Avez-vous des maladies professionnelles déclarées ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>

DANGER LIE AU BRUIT

Les conséquences :

- atteinte de l'acuité auditive maladie (professionnelle n° 42 du Régime Général).
- difficultés de concentration pour l'exécution de travaux précis.
- gêne à la compréhension de certains ordres pouvant rendre dangereuses certaines tâches.

Mise en évidence d'un danger :

Une estimation du bruit a-t-elle révélé des zones à risques ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Les salariés soumis à une exposition sonore quotidienne supérieure à 80 dBA sont-ils identifiés ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
La communication orale est-elle gênée ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Les alarmes sont-elles masquées par le bruit ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Existe-t-il des sources de bruit gênantes dans les locaux ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Les mesures de prévention sont-elles prises ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>

Rappel : Dans ces fiches, si une case rouge est cochée, un danger est peut être identifié.

DANGER LIE A L'AMBIANCE THERMIQUE (froid)

Définition :

Un environnement froid est celui qui entraîne des pertes thermiques supérieures à celles habituellement observées. C'est l'inconfort thermique ressenti pour des températures < 15°C en moyenne mais variable selon les individus. Pour des températures < 5°C et en particulier, négatives, il existe un risque immédiat

Les conséquences :

Troubles occasionnés par le froid :

- localement : engourdissement avec perte de dextérité, gelures et engelures, ...
- général : hypothermie (température < 3°C avec trouble de la conscience, comas, décès)

Troubles indirect : glissades, risques liés à la perte de dextérité, à la pénibilité accrue, troubles musculo-squelettiques, acrosyndromes

Le niveau de température est il inférieur à 15°C en travail sédentaire ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Pour des travaux extérieurs, les salariés travaillent ils à une température ambiante < 5°C ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
L'exposition au vent est elle prise en compte pour la détermination du niveau de danger (= indice de refroidissement éolien) ? Exemple : Température = -5°C, avec vent 45 km/h = -15°C	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
L'humidité de l'air est elle évaluée ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Des abris chauffés sont ils prévus ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Des équipements individuels de protection contre le froid sont ils bien adaptés ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Les équipements et outils sont ils utilisables avec des gants ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Des temps de repos en atmosphère chauffée sont ils prévus ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Les salariés ont-ils reçu une formation sur les risques liés au froid et les mesures de 1 ^{er} secours ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>

Mise en évidence d'un danger :

Rappel : Dans ces fiches, si une case rouge est cochée, un danger est peut être identifié.

Exercices

1. Quelles sont les obligations de l'employeur en matière d'évaluation des risques professionnels telles que définies selon l'article L.4121-1 et L.4612-9 du Code du Travail (4 points)
2. Décrivez la démarche d'évaluation des risques professionnels (6 points)
3. Quels sont les objectifs principaux visés par le document unique ? (3 points)
4. Cas pratique : en tant que médecin, vous exercez dans le secteur privé ou public. En vous servant du **Guide d'élaboration du document unique (document PDF fourni)**, **élaborez un document** (découpage des zones ou secteurs d'activité selon les risques professionnels) sur la situation de **votre espace de travail** (public : hôpital, la CNSS, administration ; Privé : sociétés minières, industrie agroalimentaire, BTP etc.).
Faites la cotation du niveau de criticité, du niveau de risque, etc. (7 points)